

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Band: 23 (1996)
Heft: 3

Artikel: Interview avec le professeur Remigio Ratti : "Redécouvrir la solidarité"
Autor: Ratti, Remigio / Bignasci, Ilaria
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-912433>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La situation actuelle de l'économie suisse

Le climat est plus morose que la situation réelle

L'économie suisse continue d'attendre la reprise. Certes, il ne faut pas dramatiser la situation; toujours est-il que les problèmes persistent. La population, peu rassurée, se voit proposer des remèdes contradictoires.

La situation économique au cours du 1^{er} semestre 1996 a plongé la population suisse dans un grand désarroi. Le commerce de détail a stagné, dans le secteur du tourisme les nuitées ont fortement baissé et la construction a été freinée par le nombre croissant de

Beat Kappeler*

locaux commerciaux et d'habitation vides; les places d'apprentissage sont devenues rares; le nouveau géant de la chimie à Bâle a annoncé des suppressions massives d'emplois et les grandes banques ont laissé entrevoir des mesures semblables dans un proche avenir.

Problèmes tenaces

Une fois de plus, le climat était plus morose que la situation réelle, si l'on compare les principaux indicateurs économiques avec ceux des autres pays, notamment de nos voisins européens. En effet, les exportations se sont d'une façon générale bien maintenues, la Banque nationale a baissé les taux d'intérêt et augmenté la masse monétaire et le taux de chômage est inférieur de moitié à ceux de l'Allemagne ou de la France. Néanmoins, les problèmes s'avèrent tenaces et rares sont ceux qui pensent qu'une prochaine reprise de l'économie va les balayer.

Divers sondages d'opinion indiquent que la situation de l'emploi est le principal souci des gens. Avec actuellement un taux de chômage un peu supérieur à quatre pour cent et en légère augmentation, la Suisse atteint un seuil qu'on ne pensait plus jamais revoir. Le taux des sans-emploi est deux fois plus fort en Suisse latine qu'en Suisse allemande; le Tessin a un taux quatre fois plus important que la Suisse centrale; et s'agissant des jeunes, comme c'est le cas pour les aînés, le chômage est inférieur à la moyenne nationale en Suisse allemande.

*Beat Kappeler est collaborateur régulier de «Die Weltwoche» et de «L'Hebdo».

Différentes raisons ont été avancées pour expliquer ces distorsions: le boom de la construction aurait été plus fort en Suisse romande, la quote-part de l'Etat plus élevée ou encore il y aurait davantage de personnes qui arrivent sur le marché du travail que dans la partie allemande du pays.

La proportion d'étrangers parmi les chômeurs augmente continuellement et atteint déjà 45%; celle des personnes non qualifiées s'élève à 41%. Ce déséquilibre trahit la politique d'immigration de la Suisse dans les années quatre-vingt. On a surtout laissé entrer des saisonniers, qui représentaient une main-d'œuvre bon marché. Lorsque, après quatre ans, ces derniers changent d'emploi, leur employeur les remplace par de nouveaux saisonniers. Comme la Suisse n'accorde pas la libre circulation des personnes, les étrangers qui perdent leur emploi préfèrent toucher chez nous des indemnités de chômage plutôt que d'essayer de trouver un emploi dans leur pays d'origine, car il n'ont aucun droit de revenir travailler en Suisse. Nous sommes là en présence d'une embûche que nous nous sommes imposée nous-mêmes.

Mesures d'économie

De son côté, la politique monétaire est dans une situation embarrassante. Malgré l'action de la Banque nationale, qui injecte – trop tard selon certains – davantage d'argent à des taux plus avantageux dans l'économie du pays, l'effet d'expansion n'atteint pas l'ampleur souhaitée, car les collectivités publiques doivent dans le même temps imposer de sévères mesures d'économie. La politique monétaire et la politique fiscale s'annulent donc mutuellement en quelque sorte; l'une favorise le pouvoir d'achat, l'autre le réduit. Cela va continuer ainsi pendant de nombreuses années encore, car si les communes ont commencé à équilibrer leurs budgets, les cantons et la Confédération doivent encore faire d'importants efforts d'éco-



Des jeunes devant l'Office du travail. Le chômage et la pénurie de places d'apprentissage leur donnent du fil à retordre. (Photos: RDZ)

nomie. A lui seul, l'intérêt de la dette publique en forte croissance nous obligera à comprimer de nombreuses autres dépenses courantes.

La demande privée ne comble pas ce vide. Le boom provoqué en 1994 et 1995 par les mesures de rationalisation de l'économie s'affaiblit et le revenu des ménages n'augmente pas. Le niveau des revenus réels est à peu près le même qu'au début des années nonante. Les revenus réels ont même baissé ici ou là du fait de la hausse des charges pour les assurances sociales et les assurances-maladie et des suppressions d'emploi ou de la transformation d'emplois à plein temps en emplois à temps partiel. C'est donc de l'étranger que devrait venir une impulsion notable.

Mais dans le climat négatif qui est celui des économies des pays européens, on ne saurait attendre une telle impulsion. Pendant tout l'hiver, le cours du franc suisse a continué à être trop élevé et ce n'est qu'au printemps qu'on a pu espérer un niveau plus normal. La délocalisation s'est poursuivie au même rythme, en partie parce que la Suisse ne fait pas partie de l'Union européenne.

de la technique. Ils demandent plutôt davantage de réglementations et de mesures sociales.

Les autorités en revanche misent sur la libéralisation du marché intérieur suisse. Elles ont instauré des règles plus strictes en matière de concurrence, démantelé les entraves techniques au commerce et libéralisé les commandes publiques; des mesures de libéralisation de la poste, des télécommunications et des transports sont annoncées. Les horaires de travail doivent à l'avenir être assouplis, y compris pour les femmes et la nuit.

L'expérience en grandeur nature des conceptions de réglementation et de libéralisation dans l'économie suisse s'annonce passionnante.

Interview avec le professeur Remigio Ratti

«Redécouvrir la solidarité»

Monsieur Ratti, la Suisse est en crise, traumatisée par le chômage, avec des salaires bloqués et des finances publiques dans les chiffres rouges. Que s'est-il passé?

Economiquement, la Suisse des années nonante diffère fortement de ce qu'elle était avant. La principale différence – pour reprendre mon interprétation* – est d'ordre structurel plutôt que conjoncturel. Nous nous trouvons dans une phase de transition caractérisée par la globalisation des marchés, de l'économie en général et de la société. Cette



Remigio Ratti est professeur de sciences économiques à l'Université de Fribourg et directeur de l'«Istituto di ricerca economica del canton Ticino» à Bellinzona. L'année dernière, il a été élu au Conseil national sur la liste démocrate-chrétienne.

nouvelle situation exige une présence directe de la Suisse sur les marchés étrangers et, en même temps, une ouverture de notre économie intérieure. Aussi l'Etat cherche-t-il à démanteler les entraves protectionnistes qui empêchent le jeu de la concurrence. Tandis que les investissements de notre pays à l'étranger ont augmenté (passant de 110 milliards de francs en 1991 à 140 milliards en 1994, ce qui a contribué à créer plus d'un million d'emplois à l'étranger), l'économie helvétique perd des points.

La crise frappe plus durement la Suisse latine que la Suisse allemande. Cela ne risque-t-il pas de miner la cohésion nationale et donc les fondements même de notre pays?

Le problème est le suivant: la Confédéra-

tion en tant qu'Etat n'est plus en mesure de moduler le rapport entre le global et le local. Aussi apparaissent des phénomènes nouveaux de régionalisation: la Suisse se défend dans une mesure croissante non plus en tant que Suisse, mais en tant qu'ensemble de macro-régions cantonales. Le Mittelland, la Région Basiliens, la Suisse centrale, l'Arc lémanique et la Suisse orientale ont fait jouer le réflexe identitaire afin de se renforcer et d'affronter les défis externes. Mais ces réflexes identitaires doivent être gérés et tempérés, faute de quoi la cohésion nationale risquerait effectivement d'en ressortir affaiblie.

Comment peut-on alors éviter une déchirure du tissu social et fédéral? La société civile doit redécouvrir la solidarité, compter davantage sur elle-même que sur l'intervention de l'Etat. Tel est le défi qu'il s'agit de relever. La réussite de la Suisse lors de la révolution industrielle du siècle dernier a été possible grâce à la capacité de croissance de la société civile. Et non seulement en termes économiques. Le cas de l'industrie neuchâteloise démontre que la réponse aux défis doit être collective. Dans les années septante, le secteur horloger de ce canton a vécu une crise dramatique: 60% des emplois ont disparu. Mais aujourd'hui, la région s'est relevée grâce à sa capacité à mettre à profit un savoir collectif. Et les entreprises spécialisées dans la microméca-

nique se sont converties à la microélectronique. Ceci est un exemple dans la vraie tradition helvétique.

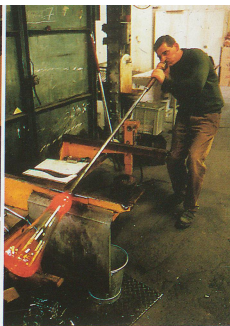
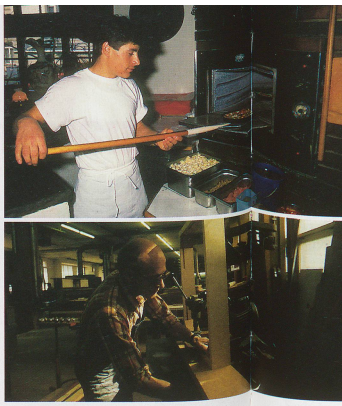
Quel est l'enseignement à tirer pour le reste du pays? Le rôle de la Suisse en tant que nation est de chapeauter les stratégies régionales et de contenir les disparités en promouvant la cohésion interne. Ce sont les espaces macrorégionaux – avec 1 à 2 millions d'habitants – qui doivent unir leurs forces pour répondre aux défis de l'économie mondiale. Envers l'extérieur, la Suisse en tant que nation doit défendre ses macrorégions et conduire une politique d'intégration économique au niveau européen, continental et mondial. Sans oublier les relations avec le tiers monde, car ne penser qu'aux économies développées conduirait à la ruine de l'économie mondiale.

Dans certains cantons, le chômage s'élevait à 8%. Partagez-vous l'analyse selon laquelle il s'étendra encore? Le problème de l'emploi en Suisse est en grande partie structurel: nous devons donc encore nous attendre à des pertes de postes de travail. Tous les secteurs autres qu'industriels – du textile aux machines – vont être en outre redimensionnés. De plus, le travail a aujourd'hui un rôle différent dans le monde économique: la révolution technologique permet de créer de la richesse sans créer d'emplois. Il s'agit donc de penser à une répartition différente de la richesse.

La décision de rester en marge de l'Europe a-t-elle pénalisé l'économie suisse? A brève échéance, oui, mais il ne faut pas dramatiser. Le «non» à l'EEE n'est pas une fermeture, mais un besoin de réflexion. Dans le passé, le succès de la Suisse s'est fondé sur sa capacité à affronter le monde en partant d'une grande cohésion interne, construite autour d'un corporatisme démocratique et basée sur le dialogue entre les différentes forces en présence. Aujourd'hui, les conditions de cette stratégie conçue à l'échelle nationale n'existent plus. La Suisse doit donc s'adapter aux nouvelles exigences, sans toutefois perdre son identité.

Interview: Maria Bignasci

*Développée dans l'ouvrage «Leggere la Svizzera» (Lire la Suisse). Essai politico-économique sur l'organisation et le devenir du modèle helvétique. Ed. Casagrande, Bollina, 1995 (traduction anglaise en préparation).



Que ce soit dans le secteur des services ou dans l'industrie, les petites et moyennes entreprises constituent le principal soutien de l'économie suisse. (Photos: RDZ)

Les PME – pilier de l'économie suisse

Petites entreprises – bon soutien

La Suisse se trouve en pleine période de mutation structurelle. Les petites et moyennes entreprises (PME) peuvent en atténuer les effets. Les politiciens et les entrepreneurs ne sont cependant pas encore d'accord sur la manière.

La Suisse a typiquement une structure de PME», déclare Rudolf Walser du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie. Par PME, il entend les petites et moyennes entreprises qui emploient moins de

Judith Raupp*

500 personnes. Les statistiques corroborent son affirmation. Près de 98 pour cent des entreprises du secteur industriel et des services sont de petites et moyennes entreprises. Elles procurent 60 à 65 pour cent de l'ensemble des emplois.

C'est pourquoi les économistes prêtent aux petites et moyennes entreprises un effet de stabilisation de la conjoncture, car elles contribuent au maintien de l'emploi et d'une structure économique régionalement équilibrée. Ce n'est pas

*Judith Raupp est rédactrice économique à la «Basler Zeitung».

pour rien, par exemple, que la région de Bâle met dorénavant tous ses espoirs dans les petites et moyennes entreprises. Elles devraient absorber les quelque 3000 travailleurs qui se retrouveront sur le pavé par suite de la création du nouveau géant pharmaceutique Novartis, né de la fusion entre Ciba et Sandoz.

L'économie suisse a depuis toujours compté une forte proportion de petites et moyennes entreprises, explique Rudolf Walser. Mais cette part a tendance à se renforcer encore ces derniers temps, constate le porte-parole du Vorort. La raison tient au comportement des grandes entreprises. Ces dernières transfèrent une partie croissante de leur production à l'étranger, où elles paient des salaires et charges annexes moins élevés. De surcroît, elles donnent de plus en plus de travaux en sous-traitance, parce que le degré de transformation s'est accentué. Ces deux facteurs, la délocalisation et ce qu'on appelle «l'outsourcing», offrent de nouvelles possibilités aux petites et moyennes entreprises.

Mutation structurelle

Ce double phénomène est attesté par le Registre du commerce. Malgré la situation conjoncturelle difficile, le nombre de sociétés nouvellement créées est plus important que celui des entreprises qui font faillite, relève Rudolf Walser. C'est

pour lui une indication du rôle important que jouent les PME dans l'ajustement des structures.

Mais au fond, que signifie mutation structurelle? En 1954 déjà, Jean Fourastié, économiste français, prédisait qu'à la faveur de l'évolution de l'économie d'un pays, l'agriculture (secteur primaire) en premier, puis l'industrie (secteur secondaire) perdraient de leur importance au profit des services (secteur tertiaire). Pour la fin du 20^e siècle, il prévoyait que le secteur des services offrirait 80 pour cent des emplois et les deux autres secteurs chacun 10 pour cent.

Promouvoir l'économie, mais comment?

Les faits n'ont pas (encore) donné entièrement raison à Fourastié. Les statistiques nous apprennent que l'agriculture et la sylviculture emploient 161 000 personnes (env. 4%), l'industrie 1 109 000 (env. 29%) et les services 2 531 000 (env. 67%). Mais pour ce qui est de la tendance, Fourastié ne s'est manifestement pas trompé. Toujours est-il qu'avec 234 milliards de francs, le secteur tertiaire représente bien 66 pour cent de la valeur ajoutée, alors que la part de l'industrie, avec 110 milliards de francs, est de 31 pour cent et celle de l'agriculture, avec 10 milliards, est de 3 pour cent.

Walser conclut que si, dans les deux secteurs ayant la plus forte valeur ajoutée, les petites et moyennes entreprises dominent, il faut aussi les promouvoir. Car, à son avis, ce sont précisément des PME qui peuvent déclencher la croissance tant souhaitée. Une vive controverse a éclaté à ce propos entre politiciens et entrepreneurs en Suisse. Les uns se disent prêts à soutenir les PME. Les autres, petits entrepreneurs et représentants de la classe moyenne, se plaignent amèrement de l'apparition constante «de nouvelles embûches».

«Une PME qui voudrait respecter toutes les obligations découlant des dispositions légales en matière fiscale, fiduciaire, de droit du travail, de procédure d'autorisation devrait travailler pendant environ deux mois uniquement pour l'Etat», déclare Rudolf Walser, qui se réfère à une étude du Vorort datant de 1986. Il estime que, depuis lors, les charges ont encore plutôt augmenté. Il donne pour exemples les lois relatives au travail et à la protection de l'environnement.

Il entre là sur un terrain il est vrai fort délicat. Faut-il, pour sortir du marasme économique, sacrifier l'environnement et les acquis sociaux? Au cours des années à venir, les Suisses devront bien réfléchir à la réponse qu'ils entendent donner à cette question. ■

Universitaires sans emploi: invitation à la prise en charge

Plus de 6% des diplômés universitaires sont sans emploi un an après la fin de leurs études. Leur handicap: leur manque de sens pratique. C'est pour y remédier que l'Association internationale des étudiants en sciences économiques (AIESEC) organise chaque année à l'Université de Lausanne un forum, qui permet à plus de 200 étudiants des différentes facultés de rencontrer les recruteurs de l'économie. Dans un premier temps, les entreprises présentent leurs activités et leurs besoins. Elles reçoivent en retour les curriculum vitae des futurs diplômés et choisissent ceux qu'elles souhaitent rencontrer. Suit une période de préparation pour les étudiants et enfin les entretiens eux-mêmes, qui déboucheront sur une centaine d'embauches.

PAT